
Le serment de fidélité à Hitler selon Ernst Kaltenbrunner, un nazi autrichien « illégal » devenu chef du Reichssicherheitshauptamt (1943-1945)

The Hitler Oath according to Ernst Kaltenbrunner, an 'illegal' Austrian Nazi who became head of the Reichssicherheitshauptamt [Reich Security Main Office] (1943-1945)

Marie-Bénédicte Vincent



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/919>

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'Histoire de Sciences Po

Référence électronique

Marie-Bénédicte Vincent, « Le serment de fidélité à Hitler selon Ernst Kaltenbrunner, un nazi autrichien « illégal » devenu chef du Reichssicherheitshauptamt (1943-1945) », *Histoire Politique* [En ligne], 40 | 2020, mis en ligne le 01 février 2020, consulté le 17 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/919>

Ce document a été généré automatiquement le 17 septembre 2021.

Histoire Politique

Le serment de fidélité à Hitler selon Ernst Kaltenbrunner, un nazi autrichien « illégal » devenu chef du Reichssicherheitshauptamt (1943-1945)

The Hitler Oath according to Ernst Kaltenbrunner, an 'illegal' Austrian Nazi who became head of the Reichssicherheitshauptamt [Reich Security Main Office] (1943-1945)

Marie-Bénédicte Vincent

- 1 La question du serment de fidélité à Hitler sous le nazisme est un objet d'études riche, au carrefour de l'histoire des représentations et de l'histoire des pratiques. Le présent article entend associer ces deux dimensions en s'intéressant à la carrière d'Ernst Kaltenbrunner (1903-1946), le successeur de Reinhard Heydrich à la tête de l'Office principal de sécurité du Reich (Reichssicherheitshauptamt, RSHA) à partir du 30 janvier 1943. Très curieusement, ce haut dirigeant nazi, d'origine autrichienne comme Hitler, est relativement peu connu et en tous cas beaucoup moins étudié que d'autres dignitaires du régime. Il n'existe à ce jour qu'une seule biographie publiée par le chercheur américain Peter Black en 1984¹ et traduite en allemand en 1991², alors que le public francophone dispose pour les autres dignitaires nazis de biographies rédigées ou traduites en français³. Pourtant, la recherche sur les « bourreaux nazis » (*Täterforschung*) est devenue foisonnante en Allemagne et à l'étranger depuis les années 2000⁴. Elle a multiplié les angles d'approches à propos des hommes et des femmes impliqués dans les crimes du nazisme en s'intéressant à la fois aux institutions et structures du régime, et aux individus et à leurs réseaux⁵. Or la vie d'Ernst Kaltenbrunner se situe au croisement de ces interrogations. Martin Broszat, dans son étude de référence sur les structures étatiques du régime nazi, n'évoquait Kaltenbrunner qu'à une seule reprise, dans le chapitre sur l'extension des pouvoirs de

l'appareil policier et de la SS au détriment des structures étatiques traditionnelles, pour souligner que cette évolution se traduit par une utilisation de la violence brutale dans le Reich et à l'extérieur de celui-ci⁶. Aujourd'hui, la connaissance des dernières années du nazisme (1943-1945), qui sont celles de sa radicalisation liées aux défaites militaires allemandes et à la désintégration des structures du régime, s'est enrichie⁷. Mais le rôle exact joué par Kaltenbrunner n'est pas mieux cerné.

- 2 Ce relatif manque de l'historiographie à son endroit est surprenant quand on sait que Kaltenbrunner est l'un des grands criminels nazis jugés et condamnés à mort par le tribunal militaire international de Nuremberg, puis exécutés le 16 octobre 1946. Mais il fait figure alors de dirigeant de moindre envergure par rapport à Hermann Göring, Joachim von Ribbentrop ou encore Wilhelm Keitel. Kaltenbrunner est pourtant, après Himmler – qui s'est suicidé le 23 mai 1945 – le plus haut gradé dans la Schutzstaffel (SS). Il représente les trois organisations qualifiées de criminelles par le tribunal dans son verdict d'octobre 1946 : la SS, la Gestapo, et le Sicherheitsdienst (SD) – le service de renseignement du parti créé en 1931 – compte tenu des très vastes attributions du RSHA. Fondé en septembre 1939 lors de l'entrée en guerre, le RSHA est en effet devenu, du fait du regroupement des services de police, de renseignement et d'élaboration des programmes « raciaux », un gigantesque centre opérationnel des politiques de persécution et d'extermination⁸.
- 3 La représentation de Kaltenbrunner qui domine à Nuremberg jusque dans les propos des autres accusés est néanmoins qu'il serait un dirigeant nazi de moindre importance. Ainsi Hermann Göring ou Julius Streicher prétendent-ils devant le psychiatre américain Leon Goldensohn (en charge des accusés de la prison) n'avoir pratiquement pas connu Kaltenbrunner et minorent son importance. Selon eux, les dirigeants des bureaux du RSHA auraient traité directement avec Himmler⁹. À l'inverse, Walter Schellenberg, le chef du service des renseignements pour l'étranger au RSHA, qui est seulement entendu comme témoin dans le procès de Nuremberg, insiste sur l'influence qu'aurait exercée Kaltenbrunner sur Hitler¹⁰. Kaltenbrunner lui-même se présente à Nuremberg comme un dirigeant de second rang et non un criminel, ce qui fait bien sûr partie de sa stratégie de défense¹¹. Ces perceptions contradictoires de l'importance de Kaltenbrunner, qui ne peuvent être tranchées dans le cadre de cet article et sont l'objet d'une recherche en cours, amènent en tous cas à s'interroger sur les raisons pour lesquelles Himmler le choisit en décembre 1942 pour diriger le RSHA, lui, un dirigeant SS autrichien éloigné du centre de pouvoir berlinois.
- 4 Depuis la mort de Heydrich, le 4 juin 1942, consécutive à l'attentat perpétré à Prague le 27 mai 1942, le poste est resté vacant et a alimenté les convoitises de plusieurs hauts fonctionnaires du RSHA. La nomination de Kaltenbrunner, avalisée par Hitler le 10 décembre 1942¹², a beaucoup surpris à Berlin. Dans l'introduction des documents d'archives du RSHA qu'il publie en 1995 sur Kaltenbrunner, l'historien israélien Tuwiah Friedmann mentionne comme facteur explicatif l'origine autrichienne de Kaltenbrunner, qui vient de Linz, la ville où Hitler est allé à l'école¹³. Cette hypothèse demande certes à être vérifiée, mais la question d'une filière autrichienne de recrutement dans l'appareil de terreur nazi est néanmoins posée. Celle-ci n'a pas reçu de réponse définitive jusqu'à présent. David Cesarani, le biographe de Eichmann¹⁴, minore le critère de l'origine géographique dans la carrière de celui-ci (Eichmann n'est pas autrichien de naissance mais rhénan, même s'il est élevé en Autriche à partir de l'âge de 8 ans). D'autres recherches, telle celle de Matthias Gafke sur laquelle nous

reviendrons¹⁵, soulignent au contraire que l'origine autrichienne de plusieurs hauts responsables des politiques d'exterminations nazies (tels Odilo Globocnik, Arthur Seyss-Inquart ou Alois Brunner) n'est pas un hasard eu égard à la trajectoire de Hitler. Celui-ci aurait-il favorisé particulièrement les Autrichiens pour conduire la politique « raciale » du régime nazi ? Le cas échéant, cette préférence autrichienne s'expliquerait-elle par une forme radicale d'adhésion des Autrichiens à la « vision du monde » (*Weltanschauung*) nazie née de l'impression qu'ils ont eue entre 1933 et 1938 de vivre entourés d'ennemis ?

- 5 Hitler, dans *Mein Kampf* (1925), date sa conversion à un antisémitisme radical¹⁶ de sa période viennoise (1907-1913). Certes, il s'agit d'une reconstruction *a posteriori* et l'historiographie récente a montré que la radicalisation de Hitler remontait en réalité de l'immédiat-après Première Guerre mondiale¹⁷. Il n'empêche que la matrice idéologique d'une nouvelle forme d'antisémitisme racial à la fin du XIX^e siècle, ainsi que la diffusion très large d'un antisémitisme au quotidien et socialement accepté en Autriche avant la Première Guerre mondiale ont été étayées par de nombreuses recherches historiques¹⁸. L'hypothèse d'une radicalité plus grande des nazis autrichiens est aussi formulée au procès de Nuremberg par Baldur von Schirach, nommé Reichsstatthalter (représentant du Reich) en Autriche et Gauleiter de Vienne à partir de fin juin 1940, postes qu'il conserve jusqu'à la fin de la guerre¹⁹. De fait, la recherche actuelle insiste sur les réseaux de dirigeants nazis fanatiques étant passés par Vienne à partir de 1938 et ayant circulé à travers l'Europe annexée et occupée pour mettre en œuvre la « Solution finale », notamment le réseau des collaborateurs directs d'Eichmann, étudié par Hans Safrian²⁰, et les « conseillers pour les questions juives » (*Judenberater*) envoyés sur les différents terrains européens (tels Alois Brunner, Dieter Wisliceny, Theodor Dannecker, Franz Abromeit, Anton Burger)²¹. Récemment, un article de Wolf Gruner et Jörg Osterloh insiste sur la centralité des territoires annexés en 1938-1939 (dont l'Autriche) pour l'élaboration et la mise en œuvre de pratiques discriminatoires antijuives, appliquées ensuite par un « effet retour » dans le Reich et en Europe sous domination nazie. Il y a une circulation des pratiques autrichiennes²².
- 6 Dans la continuité de ces recherches, nous souhaiterions ici étudier la centralité de l'Autriche pour le nazisme à partir du cas de Kaltenbrunner et de sa conception du serment de fidélité nazi (envisagée comme contenu et comme pratique). L'une des clefs de sa promotion au RSHA réside en effet, selon Peter Black, dans sa fidélité au parti, sans faille depuis le 18 octobre 1930, date de son adhésion à l'âge de 27 ans au NSDAP, suivie le 31 août 1931 de son entrée dans la SS. Or cette fidélité n'est pas seulement celle d'un *Alter Kämpfer* quelconque, c'est-à-dire d'un militant nazi ayant adhéré au parti avant l'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne en janvier 1933 : c'est aussi une fidélité éprouvée et maintenue durant la période « illégale » du NSDAP en Autriche allant de l'interdiction du parti nazi le 19 juin 1933 à l'Anschluss du 12 mars 1938. Dans quelle mesure existe-t-il alors une spécificité des trajectoires autrichiennes dans le mouvement nazi, puis dans l'appareil de pouvoir hitlérien, liée à un engagement militant conforté par la période illégale ?
- 7 Kaltenbrunner a exprimé ses conceptions de la fidélité à Hitler et du serment de fidélité dans les « rapports secrets » qu'il rédige en tant que chef du RSHA au lendemain de l'attentat contre Hitler du 20 juillet 1944. Il s'agit là d'une source bien connue des historiens, publiée dès 1961²³, dans laquelle Kaltenbrunner dénonce, à propos des conjurés, la trahison des officiers prétendument « apolitiques » de la Wehrmacht : ceux-

ci ont, selon lui, trahi leur serment envers Hitler, ce qui lui donne l'occasion de développer *a contrario* sa propre conception du serment de fidélité, qui est une adhésion intérieure à la *Weltanschauung* nazie. Cette analyse textuelle fera l'objet d'une première partie. Dans une seconde partie, on réfléchira à la fabrication en amont de ces représentations exprimées en 1944, en revenant sur la trajectoire antérieure de Kaltenbrunner en Autriche : il s'agira d'éclairer les conséquences pratiques de son serment de fidélité à Hitler à Linz avant l'Anschluss, puis après mars 1938 quand il accède aux responsabilités de chef de la police en Autriche.

Le serment de fidélité dans les *Kaltenbrunner Berichte* de 1944

Présentation des rapports et du statut de leur auteur

- 8 Les rapports secrets rédigés par Kaltenbrunner en tant que chef du RSHA entre le 21 juillet 1944 et le 15 décembre 1944 sont une source bien connue, voire la série la plus fournie dont on dispose aujourd'hui rédigée par Kaltenbrunner. Il s'agit d'environ quatre-vingts rapports, quasiment quotidiens, qui relatent les progrès de l'enquête sur les conjurés ayant commis l'attentat manqué contre Hitler du 20 juillet 1944. Si l'attentat est perpétré au quartier général de Hitler à Rastenburg en Prusse-Orientale par le colonel comte Claus von Stauffenberg, la conjuration a rassemblé derrière celui-ci un très vaste réseau d'individus, militaires et civils, que la Gestapo s'est employée à poursuivre avec acharnement²⁴. Le soir du 20 juillet 1944 à Berlin, un tribunal d'honneur militaire condamne à mort et exécute quatre conjurés (le général Olbricht, le colonel von Stauffenberg, le colonel Mertz von Quirnheim, le lieutenant von Haeften), tandis que le général Beck se suicide. La vague d'arrestations qui suit et l'enquête menée par la commission spéciale instaurée dès le 20 juillet 1944 et présidée par Heinrich Müller, chef de la Gestapo, conduisent à l'arrestation de plus de 600 personnes jusqu'à l'hiver 1944 dans les prisons à Berlin et dans des camps de concentration du Reich (Ravensbrück, Flossenbürg, Stutthof notamment). Parmi les civils arrêtés se trouvent l'ex-maire conservateur de Leipzig, Carl Friedrich Goerdeler, des diplomates, dont l'ex-conseiller d'ambassade à Londres le comte von Berstorff, des sociaux-démocrates, comme l'ex-député SPD Julius Leber (qui après avoir été arrêté et incarcéré de 1933 à 1937 en prison et en camp de concentration travaillait après sa libération sous le couvert d'un commerce de charbon pour la résistance), des professeurs d'université, tel Constantin von Dietze (professeur d'économie à Fribourg), des pasteurs et théologiens protestants, comme Dietrich Bonhoeffer, etc., ce qui illustre l'étendue de la conjuration.
- 9 Kaltenbrunner adresse ces rapports à Martin Bormann, chef de la chancellerie du Führer. Il s'appuie à la fois sur les interrogatoires des personnes arrêtées (qu'il cite) et sur les rapports du service de renseignement SD, qui relève du RSHA depuis 1939 et enquête sur « l'opinion » (*Stimmung*) dans le Reich : ce terme est à mettre entre guillemets dans un contexte dictatorial et de censure (on renvoie ici aux réflexions méthodologiques de Peter Longerich sur la manière d'étudier les rapports de la Gestapo comme sources d'histoire²⁵). Le statut de Kaltenbrunner comme auteur de ces rapports est double. Il les rédige bien sûr en tant que dirigeant du RSHA, qui doit rendre des comptes à Hitler. En multipliant ces rapports, Kaltenbrunner cherche à se dédouaner

après coup de son manque d'anticipation de l'attentat du 20 juillet, en développant une intense activité d'enquête mais aussi d'analyse des événements. Il fait preuve de zèle et veut montrer la capacité de répression de ses services dans l'arrestation des membres de toutes les ramifications de la résistance militaire et civile²⁶. Kaltenbrunner joue aussi, parallèlement, sa légitimité personnelle. Il a en effet fait carrière dans le mouvement nazi en Autriche en construisant sa réputation d'expert du renseignement vis-à-vis de Berlin : il faut souligner ici la spécificité du « service de renseignements » (Nachrichtendienst) développée par la SS d'Autriche, qui jouit d'une autonomie par rapport au Sicherheitsdienst du parti dirigé depuis l'Allemagne²⁷.

- 10 Dans un dossier de présentation de Kaltenbrunner le 4 octobre 1943 pour l'obtention de la « croix allemande en argent » (*Deutsches Kreuz in Silber*), sa capacité à diriger tout l'appareil de renseignement du Reich a été précisément mise en avant²⁸. Notons que cette compétence qui lui est reconnue devient, au procès de Nuremberg, un argument de défense : Kaltenbrunner veut se faire passer pour un expert du renseignement au sens technique du terme, par opposition à un dirigeant politique, ce qui atténue selon lui sa responsabilité dans les crimes du régime (mais sans renoncer pour autant à ses convictions idéologiques comme nous le verrons). De fait, la période où Kaltenbrunner est en fonction au RSHA correspond à l'intégration dans cet appareil d'un nouveau service de renseignement pour l'étranger, le bureau VI du RSHA (SD-Ausland), qui fait concurrence aux services du ministère des Affaires étrangères. C'est le pendant au RSHA du service de renseignement pour l'Intérieur (SD-Inland) dirigé par Otto Ohlendorf. Fin 1944, le service de renseignement militaire de Canaris (Abwehr), qui dépendait de la Wehrmacht, est intégré au RSHA : Kaltenbrunner se trouve à la tête d'un gigantesque appareil de renseignement. Ceci permet de comprendre dans quel cadre il expose sa conception du serment de fidélité nazi.

La place du serment de fidélité dans les rapports

- 11 Au fil de ces rapports, qui se veulent au premier chef informatifs sur le déroulement des arrestations et de l'enquête concernant les conjurés du 20 juillet 1944, Kaltenbrunner déploie une réflexion sur le comportement traître des officiers en dépit de leur serment de fidélité prêté à Hitler : leur serment serait devenu semblable à une coquille vide. Rappelons que le 2 août 1934, à la mort du président du Reich Paul von Hindenburg, Hitler est devenu Führer et chancelier du Reich et chef des armées : les soldats ont dû, à partir de cette date, prêter un serment de fidélité à sa personne. Il existe une différence entre la formulation du serment de fidélité dans l'armée et dans la SS : dans l'armée depuis août 1934, le soldat jure « obéissance inconditionnelle » (*unbedingter Gehorsam*) à Hitler comme Führer et « haut commandant » (*Oberbefehlshaber*) de la Wehrmacht jusqu'à engager sa vie. La formule est modifiée en juillet 1935 : Hitler est qualifié de « commandant supérieur » (*oberster Befehlshaber*)²⁹. Dans la SS, le texte du serment au Führer promet « l'obéissance jusque dans la mort » (*Gehorsam bis in den Tod*). Kaltenbrunner va opposer le formalisme du serment des officiers à la « fidélité » (*Treue*) au sens fort qu'exige le national-socialisme de la part de ses « combattants » (*Kämpfer*) à l'image de la SS. Le *Kämpfer* est opposé dans ses rapports aux soldats ; les officiers prussiens sont, d'après Kaltenbrunner, « seulement soldats » (*Nur-Soldaten*), au sens de dépourvus de conviction idéologique. L'historien Bernd Wegner a analysé les différences entre les soldats de la Wehrmacht et les combattants de la SS et de la Waffen-SS (à partir de 1939)³⁰, en insistant sur la

concurrence croissante entre la SS et la Wehrmacht, la première voulant éliminer l'influence politique de la seconde. Himmler a voulu faire de la SS une « communauté de conjurés » (*verschworene Gemeinschaft*) avec une ritualisation forte de la procédure d'intégration des nouveaux membres renforçant leur sentiment d'appartenance à une élite idéologique, dans laquelle les rangs et les grades ne devaient jouer qu'un rôle pragmatique³¹. Durant la guerre, le développement de la Waffen-SS a certes contribué à développer davantage la formation militaire des membres au détriment de l'éducation idéologique, mais celle-ci reste, dans le discours de l'organisation, le point décisif, servant à légitimer l'existence et l'engagement des unités armées de la SS sur le front aux côtés de la Wehrmacht. À partir de 1943, le SS-Hauptamt, en charge de l'éducation idéologique des membres de la SS, regagne d'ailleurs de l'importance par rapport au quartier général opérationnel de la SS (SS-Führungshauptamt), avec l'idée que la guerre ne se gagnera que grâce à la conviction idéologique sans faille des combattants³².

- 12 Voyons à présent ce qu'écrit Kaltenbrunner sur le serment. Dans le rapport du 21 juillet 1944³³, soit au lendemain de l'attentat, il rapporte que ses « camarades du peuple » (*Volksgenossen*) sont en colère de savoir que des officiers se soient rendus coupables de l'acte criminel du 20 juillet 1944. Selon lui, les officiers ont subi une « énorme perte de prestige » (*ungeheurer Prestigeverlust*). Pour le peuple, il serait « incompréhensible » (*unverständlich*) que des officiers supérieurs se soient livrés à un tel attentat. Dans un autre rapport également daté du 21 juillet 1944³⁴, Kaltenbrunner développe l'idée qu'aux yeux du peuple, le fait que Hitler ait échappé à l'attentat révèle la protection divine dont il fait l'objet : « De très nombreux *Volksgenossen* associent la personne du *Führer* à des représentations littéralement mythiques, religieuses³⁵. » Selon Kaltenbrunner, le peuple a été rassuré d'entendre le discours du *Führer* prouvant que celui-ci était encore en vie. Un autre soulagement serait « la nomination du Reichsführer-SS comme chef de l'armée patriotique (*Heimatheer*) », car Himmler sera « la poigne d'acier qui créera l'ordre également dans la Wehrmacht³⁶ ». On voit se construire, dès le début de cette série de rapports, l'opposition sémantique entre l'armée, jugée peu fiable, et la SS dirigée par Himmler. La SS apparaît comme une force sûre, car composée de combattants politiques qui ont reçu et intériorisé une formation idéologique³⁷.
- 13 Dans le rapport du 22 juillet 1944³⁸, Kaltenbrunner revient sur la prétendue colère du peuple suscitée par le fait que « l'attentat ait été commis non par des agents payés, mais par des officiers allemands ». Or « l'officier allemand était le prototype de la fidélité et de l'obéissance³⁹ ». Selon lui, « tout le peuple a exprimé son dégoût⁴⁰ ». Kaltenbrunner rappelle l'espoir suscité par la nomination de Himmler comme « commandant de l'armée patriotique » (*Befehlshaber des Heimatheeres*) pour mener une « purification générale » (*Generalreinigung*) de l'armée. Himmler est décrit comme « un des plus fidèles combattants du *Führer*⁴¹ ». Ce rapport érige donc Himmler, le Reichsführer SS, en modèle de la fidélité par opposition au corps des officiers, qui incarnait historiquement en Prusse le sens de l'honneur et de l'obéissance. Ce faisant, Kaltenbrunner renouvelle aussi son allégeance à Himmler. Le rapport du 24 juillet poursuit dans cette veine⁴² en mentionnant de nombreuses conversations de *Volksgenossen* témoignant d'« une attitude critique généralisée contre le corps des officiers⁴³ ». Selon Kaltenbrunner, le peuple ne ferait plus de différence entre « les

officiers fiables et heureux de s'engager⁴⁴ » et les « éléments irresponsables » (*verantwortungslose Elemente*) ayant commis l'attentat contre le Führer.

- 14 Tout ceci amène Kaltenbrunner à théoriser, dans le rapport du 8 novembre 1944⁴⁵, « l'attitude apolitique » (*unpolitische Haltung*) des officiers au sein de la Wehrmacht. Cette attitude renvoie, selon lui, à une autoreprésentation de la Wehrmacht comme étant seulement un instrument militaire (au sens fonctionnel du terme et non politique), une vue qualifiée de « sorte de construction servant à fonder et soutenir l'affirmation d'une position apolitique de la Wehrmacht dans l'État⁴⁶ ». Selon lui, les officiers ont développé la conception que la mission de l'armée se réduisait à être un instrument militaire en cas de guerre, une « mission seulement technico-administrative » (*eine nur technisch-verwaltungsmässige Aufgabe*). Kaltenbrunner lui oppose « l'éducation national-socialiste » (*die nationalsozialistische Erziehung*). L'officier sert militairement n'importe quel maître, n'importe quel « système », écrit Kaltenbrunner. Et plus loin :

« Mais cette fidélité n'a pas le moindre rapport avec un lien intérieur, elle doit être comprise seulement comme une fidélité purement extérieure, c'est-à-dire qu'il [l'officier] prend son service le matin à l'heure, fait les petites affaires de son service et respecte les prescriptions administratives. Ce lien de fidélité extérieur ne l'empêche pourtant en rien, mais l'autorise littéralement à conspirer contre l'État⁴⁷. »

- 15 L'opposition réitérée ici entre le serment formel, hypocrite et qui peut devenir faux, et le serment intérieur, lié à une éducation idéologique et une adhésion, revient à développer une conception élitiste du serment de fidélité à Hitler contre son extension depuis 1934 à tous les soldats de la Wehrmacht.
- 16 Dans le dernier rapport du 15 décembre 1944⁴⁸, Kaltenbrunner synthétise les résultats des interrogatoires menés jusque-là des officiers supérieurs compromis dans la conjuration du 20 juillet et en tire des généralités sur « l'idéologie de la Wehrmacht » telle qu'elle est entretenue selon lui dans le corps des officiers. Il renvoie explicitement à l'héritage prussien du XIX^e siècle dans lequel l'armée occupe une place à part dans la société, car ne dépendant que du roi⁴⁹. Selon lui, la Wehrmacht a voulu conserver cette position à part avec ses propres lois et le corps des officiers a hérité de cette mentalité, qu'il qualifie de « réactionnaire » (*reaktionär*). La Wehrmacht s'est alors sentie menacée par la SS et « les prétentions de pouvoir de la nouvelle organisation politico-soldatesque⁵⁰ », ainsi que par le développement des branches militaires de la Waffen-SS. C'est la leçon qu'il tire de l'attentat dans ce dernier rapport long de plusieurs pages.
- 17 Dans quelle mesure cette conception est-elle le produit d'une socialisation dans la SS et dans le parti nazi en Autriche ? Nous pensons qu'il ne s'agit pas seulement d'une mentalité élitiste propre aux membres de la SS par opposition à la masse des soldats mobilisés dans la Wehrmacht. Nous y voyons plutôt le produit de la période d'illégalité en Autriche, qualifiée par les nazis de « période du combat » (*Kampfzeit*), durant laquelle ceux-ci ont développé une mentalité d'opposants à l'État corporatiste (*Ständestaat*) et à son armée, qui débouche sur la distinction entre le serment idéologique prêté à Hitler et le serment fonctionnel des militaires et des fonctionnaires servant l'État.

Applications de cette conception à l'automne 1944

- 18 Kaltenbrunner a voulu faire appliquer, au-delà de ses rapports secrets adressés à Bormann, un certain nombre de ces conceptions dans des circulaires envoyées à tous les Führer de la police et de la SS, notamment celle du 24 octobre 1944⁵¹. Elle porte sur les « officiers apolitiques et seulement soldats » (*unpolitische Offiziere und nur-Soldaten*). Selon Kaltenbrunner, « la conséquence de cette attitude "non politique" des soldats est qu'une certaine partie du corps des officiers ne se sent intérieurement en aucune manière liée par devoir au Reich national-socialiste et au Führer. On a prêté serment comme on jure fidélité à la constitution sous la République [de Weimar], parce c'était comme ça, pour devenir officier et pour le rester. On a eu manifestement aucun complexe à prêter un nouveau serment quand le régime a changé⁵² ». Kaltenbrunner écrit encore dans cette circulaire :
- « [Ces soldats] ont cru à un devoir de prétendue neutralité politique et entretenu un concept d'honneur, de fidélité, de camaraderie, qui n'avait plus de référence au Führer et au peuple. L'ordre donné par le supérieur hiérarchique éteignait toute réflexion, même quand il exigeait une obéissance au-delà du militaire. La fidélité aux camarades était plus importante que la responsabilité devant le destin du peuple, la parole donnée plus que le serment prêté au Führer : s'en tenir à ce faux honneur permit la trahison la plus grave⁵³. »
- 19 Kaltenbrunner oppose à ce serment sans contenu l'adhésion intérieure à une *Weltanschauung* d'une part, et l'allégeance au Führer d'autre part : car dans « l'État du Führer » (*Führerstaat*), le chef militaire est aussi le guide idéologique. Ces convictions, érigées en directives à l'automne 1944, doivent être replacées dans un contexte où les perspectives militaires de gagner la guerre s'amenuisent pour l'Allemagne et où le parti exige une plus grande fidélité et des sacrifices vis-à-vis du régime.
- 20 Il reste à savoir quel est le pouvoir réel dont dispose Kaltenbrunner à cette date dans un contexte de différenciation interne croissante du RSHA et d'une autonomie grandissante des dirigeants nazis sur le terrain par rapport au chef de la centrale berlinoise, comme l'ont montré un certain nombre d'études sur la police allemande⁵⁴. Reste que cette représentation théorisée par Kaltenbrunner du « combattant » idéologique opposé au soldat a été largement diffusée dans la société. Ainsi dans l'iconographie, l'évolution depuis la Première Guerre mondiale est patente : alors que la propagande durant la Grande Guerre érigeait en héros le « combattant du front » (*Frontkämpfer*), dont une des représentations iconiques reste « L'homme sous le casque d'acier » (*Mann unter dem Stahlhelm*), aux yeux clairs et muni d'un masque à gaz (affiche produite à Munich en 1917 par le peintre et graphiste Fritz Erler pour les campagnes de souscription aux emprunts de guerre⁵⁵), le nazisme célèbre le combattant idéologique pour le Führer et la *Volksgemeinschaft*, au regard dur (dans des bustes par exemple)⁵⁶. Par différence avec la Première Guerre mondiale, le combat pour les nazis acquiert une valeur idéologique en soi, ce qui s'incarne chez Kaltenbrunner.

La fidélité à Hitler à l'épreuve de la trajectoire de combat de Kaltenbrunner

- 21 L'historien Matthias Gafke, qui a mené une étude prosopographique sur 51 *Täter* autrichiens (dirigeants de la police de sécurité, de la Gestapo, de la SS et du RSHA)

incluant Kaltenbrunner⁵⁷, dresse en conclusion une typologie du groupe⁵⁸. Selon lui, les Autrichiens partagent avec les autres *Täter* issus d'Allemagne l'appartenance à la « génération inconditionnelle/de l'absolu » (*unbedingte Generation*) pour reprendre l'expression de Michael Wildt, qui a travaillé sur le personnel du RSHA⁵⁹, c'est-à-dire une génération née au tournant du XX^e siècle, qui n'a pas combattu pendant la Première Guerre mondiale mais a été soumise à la propagande de guerre à l'arrière. Gafke insiste sur les spécificités des nazis autrichiens : avoir mené des études supérieures plus poussées et sanctionnées plus souvent par un doctorat, avoir appartenu plus fréquemment à des corporations étudiantes radicales dans l'entre-deux-guerres, faire preuve d'un fanatisme profondément enraciné dans le contexte de la fin de la double-monarchie Habsbourg, dans laquelle les Allemands (alors un quart de la population totale) se sont sentis menacés par la montée des revendications des Slaves, et surtout avoir été confortés par les années « illégales » de militantisme nazi entre 1933 à 1938. Ce dernier point revêt, selon Gafke, « une importance décisive » et est sans équivalent en Allemagne⁶⁰. Revenons successivement sur ces éléments à partir de la trajectoire de Kaltenbrunner.

Les serments de fidélité de Kaltenbrunner : de l'université au nazisme

- 22 Peter Black a décrit Kaltenbrunner comme un « partisan fanatique de l'idéologie nazie⁶¹ ». Selon cet historien, les origines de l'adhésion inébranlable de Kaltenbrunner aux principes de la pureté « raciale », du *Führerstaat* et de la conquête de l'espace vital sont à rechercher dans le contexte dans lequel il a été socialisé en Autriche. Fils de juriste, Kaltenbrunner est issu des couches moyennes supérieures de l'Autriche allemande, qui ont été traumatisées dans les dernières années de la monarchie Habsbourg par la revendication des autres nationalités réclamant l'égalité des droits avec les Allemands. On trouve une dénonciation des revendications slaves en Cisleithanie dès le premier chapitre du premier volume de *Mein Kampf*⁶² : Hitler revient sur son enfance et explique qu'il était plongé à l'école (à Linz) dans le « combat des nationalités » (*Nationalitätenkampf*), au sens où les Allemands d'Autriche voulaient assurer leur domination dans l'État et au Parlement. Le salut « *Heil!* » était, selon Hitler, un signe de reconnaissance entre Allemands. Kaltenbrunner a fréquenté le même lycée (*Realgymnasium*) que Hitler. Il a été membre d'une corporation d'écoliers (1913-1921), avant de poursuivre des études de droit à Graz jusqu'à l'obtention d'un doctorat en 1926. Kaltenbrunner est entré en 1921 dans une corporation étudiante combattante, la *Burschenschaft Arminia*, dans laquelle son père a été également actif. Cette corporation, ouvertement antisémite, exclut les Juifs depuis 1886 et interdit les contacts avec eux⁶³. Le père de Kaltenbrunner se caractérise par une orientation « nationale allemande » (*deutschnational*) et est partisan de l'Anschluss avant la Première Guerre mondiale. Il est aussi anticlérical. Après la Première Guerre mondiale, les Juifs sont accusés par les antisémites d'être responsables du *Diktat* interdisant l'Anschluss tant à l'Allemagne (traité de Versailles, 28 juin 1919, article 80) qu'à l'Autriche (traité de Saint-Germain-en-Laye, 10 septembre 1919, article 88). Rappelons que les puissances de l'Entente, dans ce dernier traité, ont interdit l'appellation d'Autriche allemande (*Deutsch-Österreich*) que s'était donnée l'Autriche indépendante en octobre 1918 et imposé le nom de République d'Autriche. Ernst Kaltenbrunner a été formé politiquement dans ce milieu étudiant radical. Il a organisé des « troupes de

choc » (*Schlägertruppe*) pour empêcher les étudiants et les professeurs juifs de se rendre aux cours⁶⁴. Il a assisté en août 1921 à une cérémonie de deuil en hommage au pangermaniste autrichien von Schönerer, un des modèles de Hitler.

- 23 Kaltenbrunner entre au parti nazi à l'automne 1930. Peter Black interprète cette adhésion comme la continuité idéologique de la socialisation de Kaltenbrunner au sein de la Burschenschaft et des serments de fidélité prononcés dans ce cadre : la *Weltanschauung* du NSDAP est un prolongement du nationalisme *völkisch* de la Burschenschaft⁶⁵. De même, l'engagement dans la SS en août 1931 est vu comme la continuité de l'activisme dans la Burschenschaft élitare, qui veut constituer une élite pure « racialement » pour guider le peuple allemand d'Autriche. Selon Black, le mouvement nazi répond ainsi aux attentes et angoisses d'une génération d'étudiants, qui n'a pas été mobilisée durant la Première Guerre mondiale et reste traumatisée par la défaite militaire et l'instabilité politique, économique et sociale de l'Autriche après 1918. Notons toutefois que le nazisme est loin d'être alors un parti de masse. La frustration accumulée en Autriche depuis 1918 au plan politique comme au plan économique est plutôt captée par le mouvement nationaliste des *Heimwehren*⁶⁶. Ce n'est qu'en 1932 que le NSDAP enregistre ces premiers succès électoraux en Autriche, très en-deçà des scores en Allemagne⁶⁷. De cette première phase de la carrière de Kaltenbrunner, on peut donc relever la cohérence entre la fidélité à l'idéal de la Burschenschaft et l'entrée au NSDAP : le serment de la SS se situe dans une continuité.

La fidélité à Hitler dans la période « illégale »

- 24 Pour la période « illégale » de 1933 à 1938, la difficulté de documenter la biographie de Kaltenbrunner s'explique par le manque de sources disponibles (le mouvement nazi clandestin n'enregistre plus ses membres dans des listes officielles). Des recherches s'avèrent pourtant nécessaires pour comprendre pourquoi la trajectoire de Kaltenbrunner dans le mouvement nazi illégal d'Autriche a été déterminante pour sa nomination en 1943 à la tête du RSHA. En effet, les raisons poussant Himmler à choisir Kaltenbrunner pour succéder à Heydrich ne sont pas qu'idéologiques : Kaltenbrunner a montré une fidélité à toute épreuve lors de cette période de répression du parti nazi par l'État austro-fasciste. Il a prouvé qu'il était prêt à se sacrifier pour le nazisme. Les sources que nous avons pu rassembler jusqu'à présent vont dans ce sens. Ainsi, par exemple, dans le formulaire de ré-adhésion de Kaltenbrunner au parti nazi en 1938-1939⁶⁸, celui-ci est valorisé pour s'être distingué dans la période « illégale » et y avoir subi des préjudices. Kaltenbrunner est un *Alter Kämpfer* avec un numéro d'adhésion peu élevé (300 179), numéro « confirmé par la direction du parti au niveau du Reich » (*Reichsleitung*). Comme tous les nazis autrichiens, il doit refaire une demande d'adhésion officielle au NSDAP après la ré-autorisation de celui-ci consécutive à l'Anschluss. Le formulaire rempli par Kaltenbrunner en mai 1938 mentionne en bas de page les arrestations, les emprisonnements subis et les sanctions : six mois de peine de forteresse, quatre mois de camp de concentration, quatorze sanctions de police et amendes de moins de 3 000 schillings (dont une partie seulement payée). De plus, Kaltenbrunner a reçu une interdiction d'exercer sa profession d'avocat en 1935 (ce point n'est toutefois pas indiqué dans ce document). Le formulaire est visé le 24 février 1939 par Veessenmayer, le chef de la direction locale du parti de Linz, avec cette formule conclusive :

« Le requérant correspond en tous points aux conditions d'entrée. Comportement exceptionnel dans la période d'interdiction. Digne de l'ancien numéro [d'adhésion]⁶⁹. »

- 25 En quoi Kaltenbrunner s'est-il particulièrement distingué à Linz parmi tous les « illégaux » de cette période ? Le parti nazi d'avant l'Anschluss n'est pas une organisation homogène : les groupes se sont organisés de manière séparée, ce qui rend l'échelle régionale cruciale pour comprendre son essor⁷⁰. Sur le militantisme de Kaltenbrunner à Linz avant 1938, on dispose d'éléments grâce à un ouvrage collectif récent consacré au nazisme dans cette ville⁷¹. Le parti nazi n'est pas une force politique importante au seuil des années 1930 : sa direction a certes été unifiée en Autriche en 1931, mais aux élections du Landtag et aux élections municipales de Linz en avril 1931, il ne rassemble que 4 200 voix environ. Linz gagne cependant en importance avec le transfert dans cette ville des directions de la Jeunesse hitlérienne, de la SS et de la SA, basées jusqu'alors à Vienne⁷². En raison des violences commises par les nazis – Kaltenbrunner est blessé le 27 mai 1932 dans un affrontement à Linz entre nazis et sociaux-démocrates⁷³ –, le parti et ses organisations sont interdits le 19 juin 1933 en Autriche. Le mouvement nazi est alors éclaté en de multiples groupes locaux et privé de direction centrale, du fait de l'exil des principaux dirigeants en Allemagne (le chef du parti, Habicht, les chefs de la SA et les Gauleiter). Une seconde vague de départs en Allemagne a lieu après l'échec du putsch nazi du 25 juillet 1934, à la suite duquel le chancelier Dollfuss, blessé, meurt. Kaltenbrunner ne semble pas avoir participé à ce putsch.
- 26 Kaltenbrunner joue un rôle essentiel dans ce contexte de l'après-1934 : d'une part parce que la SS autrichienne est autonome vis-à-vis du parti nazi – ainsi à Linz, elle ne compte qu'une centaine de membres actifs vers 1935⁷⁴, dont Kaltenbrunner, devenu en 1934 Führer der SS-Standarte de la ville ; d'autre part parce qu'il sait utiliser son profil bourgeois pour reconstruire le mouvement nazi clandestin et faire le lien avec des notables locaux afin d'infiltrer la police et l'armée⁷⁵. En tant que membre des professions libérales et fils d'un notable de la ville, Kaltenbrunner est atypique dans la SS autrichienne : celle-ci se caractérise en effet avant 1938 par un recrutement populaire, comme l'a montré une étude récente sur les débuts de la SS de Vienne⁷⁶. Kaltenbrunner sert de lien entre le mouvement nazi et les milieux de la droite allemande *völkisch*, qui recrutent dans les couches moyennes et bourgeoises, ce qui lui permet d'obtenir des financements et des protections. Il est ainsi arrêté pour haute trahison le 18 mai 1935 car il a noué des contacts avec des officiers de la garnison de Linz et il perd sa licence d'avocat⁷⁷. Par ailleurs, il sert de caution à des engagements dans le parti : Cesarani explique que c'est par l'entremise de Kaltenbrunner qu'Eichmann a adhéré au NSDAP et à la SS en 1932, car sa présence conférait au parti un caractère socialement acceptable (les pères d'Eichmann et de Kaltenbrunner se connaissaient par ailleurs et avaient des relations d'affaires). Par sa position sociale et locale et œuvrant à plein temps pour le mouvement, Kaltenbrunner fait partie des nazis qui installent le nazisme comme force politique en Autriche malgré son interdiction.
- 27 Kaltenbrunner a surtout œuvré au sein du mouvement nazi pour une ligne « évolutive » (*evolutionär*) vers l'Anschluss (par opposition à la ligne violente), qui est officialisée par l'accord du 11 juillet 1936 (*Juli-Abkommen*) entre le chancelier Schuschnigg et Hitler. Cette ligne « évolutive » ne faisait pas l'unanimité chez les nazis autrichiens : en l'appuyant, Kaltenbrunner se fait bien voir des dirigeants nazis en Allemagne, notamment de Himmler et de Heydrich, qu'il rencontre *via* un ami SS

autrichien, Anton Reinthaller, qu'il a connu en prison en 1934. Kaltenbrunner s'est aussi rapproché de la direction autrichienne du NSDAP à partir de 1936 (Odilo Globocnik, Hubert Klausner). En janvier 1937, il est nommé Führer de la SS autrichienne par Himmler en récompense de sa fidélité à l'accord du 11 juillet 1936. C'est un élément décisif prouvant sa fidélité et son obéissance à Hitler.

- 28 Vu de Berlin, Kaltenbrunner parvient aussi à s'ériger en expert : en effet, il est très bien renseigné sur la situation autrichienne grâce à son réseau d'informateurs au sein de la SS. Comme on l'a dit plus haut, la SS a développé à partir de 1935 son propre « service de renseignements » (Nachrichtendienst) : Kaltenbrunner l'a utilisé pour procurer des informations directement à Heydrich et Jodl, en dehors du SD⁷⁸. Durant la période illégale, Kaltenbrunner qui a obtenu un visa lui permettant d'aller à l'étranger via ses contacts avec Seyss-Inquart à Vienne (celui-ci ayant, en 1937, été nommé conseiller d'État dans le gouvernement de Schuschnigg), se trouve en mesure de se rendre en Allemagne pour informer personnellement les dirigeants nazis (Himmler, Heydrich)⁷⁹. Kaltenbrunner doit sa nomination en 1943 au RSHA à sa réputation d'excellent informateur. Le fait qu'il n'ait pas de renommée à l'échelle du Reich n'est pas un inconvénient aux yeux de Himmler mais un avantage : Himmler ne veut pas s'encombrer d'un nouveau rival après la mort de Heydrich, qui lui faisait de l'ombre auprès de Hitler. Il sait que Kaltenbrunner, depuis son serment d'entrée dans la SS, lui a toujours été parfaitement soumis.

La fidélité de Kaltenbrunner de l'Anschluss à 1943

- 29 Après le 12 mars 1938, l'Autriche disparaît comme entité politique autonome et perd son nom : elle devient l'*Ostmark*. Les fonctionnaires autrichiens doivent prêter allégeance à Hitler après la loi du 15 mars 1938 (sauf les Juifs, qui sont exclus de ce serment)⁸⁰. Le texte du serment des fonctionnaires est : « Je jure que je serai fidèle et obéissant envers le Führer du Reich et du peuple allemands, que je respecterai les lois, et que je remplirai consciencieusement les devoirs de ma fonction, que Dieu me vienne en aide. » Kaltenbrunner, qui n'a pas joué de rôle particulier lors de l'Anschluss (malgré ses fonctions dans la SS), exerce des fonctions à la fois étatiques (comme chef de la police et secrétaire d'État pour la sécurité dans le cabinet de Seyss-Inquart) et partisans (chef de la SS), ce qui renvoie à l'imbrication parti-État instituée en Autriche à partir de mars 1938 de manière plus rapide que ce qui a eu lieu en Allemagne après le 30 janvier 1933. Il a donc reçu le serment de fidélité des policiers autrichiens en tant que leur supérieur hiérarchique. Ses fonctions étatiques restent toutefois de nature administrative et ne sont pas l'élément décisif expliquant son ascension. Il en va différemment de son activité dans la SS.
- 30 La loyauté indéfectible de Kaltenbrunner vis-à-vis du Reichsführer-SS Himmler peut être illustrée par sa dénonciation au lendemain de l'Anschluss d'un scandale de corruption au sein de la SS de Vienne. Le vice-préfet de police de Vienne, Josef Fitzthum, a profité des mesures de spoliation des Juifs en 1938 pour distribuer à des membres de sa famille et à ses amis de la SS viennoise des entreprises « arianisées » (cordonnerie, atelier de tissage, brasserie, etc.). En septembre 1939, Kaltenbrunner écrit à Himmler pour dénoncer ces agissements, qui ternissent selon lui l'image de la SS⁸¹. Un procès disciplinaire interne est engagé contre Fitzthum, dans lequel Kaltenbrunner mène énergiquement l'enquête. Bien que débouchant sur un non-lieu, Fitzthum est

tout de même démis de ses fonctions à Vienne, selon la volonté de Himmler, et envoyé en Albanie. Cet épisode, qui a créé des inimitiés locales à Kaltenbrunner, a montré à Himmler toute la loyauté de son subordonné. Le 6 septembre 1939, Kaltenbrunner s'est exprimé dans les termes suivants dans une lettre au Reichsführer-SS pour justifier sa dénonciation de Fitzthum :

« Je préfère avoir la tâche de conduire une SS générale, dont chacun des hommes regarde avec confiance et le plus haut respect leurs *Führer* qu'une série de Viennois fatigués et satisfaits de leurs biens, qui nous porteront pourtant tôt ou tard préjudice également dans leurs nouveaux métiers à cause de leur manque de toute compétence en la matière⁸². »

- 31 Nous ne pouvons pas développer ici la compromission de Kaltenbrunner dans la politique antijuive en Autriche entre 1938 et 1943. À Vienne, c'est le bureau d'Eichmann qui élabore les politiques de persécutions et de déportations des Juifs d'Autriche et c'est plutôt la Gestapo qui contrôle leur mise en œuvre. Selon Gafke, Kaltenbrunner s'est distingué après 1938 en poursuivant son activité de renseignement : il impressionne en particulier Himmler par ses rapports sur la situation du Sud-Est de l'Europe, notamment sur la Slovaquie, grâce à des informateurs basés à Vienne⁸³. Gafke note que si les raisons exactes de la nomination de Kaltenbrunner comme successeur de Heydrich restent opaques et que si les termes de l'entrevue orale entre Himmler et Hitler à ce sujet le 10 décembre 1942 ne sont pas connus, il est tout de même possible de se référer au discours que Himmler tient le jour de l'intronisation de Kaltenbrunner dans ses fonctions le 30 janvier 1943 au RSHA⁸⁴ :

« (...) Je le connais et nous nous connaissons depuis l'époque où il s'est distingué en tant que *Führer* de la SS illégale parmi nombre de nazis inconnus de l'*Ostmark*. C'est toujours une bonne école pour un *Reichsführer-SS* et pour un chef de bureau de la SS, mais particulièrement pour un chef du RSHA, d'avoir été suffisamment longtemps illégal. Je crois, Kaltenbrunner, que cette époque où vous avez vraiment été mis à l'épreuve dans l'*Ostmark*, mis à l'épreuve dans votre endurance, dans votre nature et dans votre force, a été votre meilleure école de vie et – à l'époque de manière non consciente – la meilleure préparation pour la nouvelle mission que vous endossez maintenant⁸⁵. »

- 32 Ce discours de Himmler met en valeur l'engagement idéologique de Kaltenbrunner éprouvé et conforté par la période de l'illégalité du parti nazi en Autriche. Ce sont ces qualités qui sont érigées en modèle pour toute la SS. De manière logique, ce sont également celles qui guident Kaltenbrunner dans son analyse de ce que doit être le vrai serment de fidélité à Hitler (et non à l'État) au moment de la conjuration du 20 juillet 1944.

Conclusion

- 33 En tant que chef du RSHA, Kaltenbrunner a cherché à partir de l'été 1944 à ériger en modèle pour le Reich sa propre fidélité au mouvement nazi et à ses chefs. Au-delà de son appartenance à la « génération de l'absolu », qui rapproche son cas de ceux de Bormann né en 1900, de Himmler né en 1900, de Goebbels né en 1897 ou de Speer né en 1905, c'est-à-dire de ces nazis qui accèdent dans la seconde moitié de la guerre à de plus fortes responsabilités dans l'État – Himmler comme ministre de l'Intérieur du Reich en août 1943, Goebbels en juillet 1944 comme chargé des pleins pouvoirs pour l'engagement dans la guerre totale (*Generalbevollmächtigt für den totalen Kriegseinsatz*), Bormann comme secrétaire du *Führer* en avril 1943 ou Speer comme ministre du *Reich*

pour l'armement en février 1942 –, Kaltenbrunner pose la question d'une filière de recrutement spécifiquement autrichienne au plus haut niveau du régime nazi. Il ne s'agit certes pas d'un réseau autrichien tissé par Hitler lui-même (Kaltenbrunner n'a pas de lien personnel avec Hitler avant 1943), mais plutôt d'une loyauté sans faille envers le parti forgée dans le contexte particulier du développement du nazisme en Autriche. Analyser la conception et les conséquences du serment de fidélité prêté à Hitler chez Kaltenbrunner permet ainsi de réfléchir à la spécificité du nazisme autrichien, marquée par le temps du « combat » illégal contre l'État et l'armée, qui sert de matrice à des membres de la SS devenant ultérieurement des dirigeants du Reich. Cette spécificité expliquerait l'ascension à partir de mars 1938 d'autres Autrichiens tels que Alois Brunner, Adolf Eichmann, Odilo Globocnik, Arthur Seyss-Inquart, etc. pour élaborer et mettre en œuvre des politiques criminelles nazies les plus meurtrières. Cette thèse, développée par Gafke et probante pour étudier la fortune de Kaltenbrunner dans le régime nazi, serait à compléter par des études sur des nazis autrichiens moins connus, ayant œuvré de manière criminelle à une échelle régionale en Autriche dans les *Gaue*⁸⁶.

- 34 Pour revenir à Kaltenbrunner, celui-ci a maintenu son serment de fidélité intact jusqu'au procès de Nuremberg, même s'il a développé une stratégie de défense consistant à nier sa compromission dans les crimes du régime. Le 19 octobre 1945, Kaltenbrunner est accusé par le Tribunal militaire international des points 1, 3 et 4 de l'acte d'accusation. Mais il ne comparait pas tout de suite. Il est transféré une première fois à l'hôpital en novembre 1945 pour dépression nerveuse et se présente pour la première fois devant le tribunal le 10 décembre 1945. Puis il subit une nouvelle hospitalisation en janvier 1946 pour incapacité nerveuse à suivre le procès jusqu'à février 1946. Son cas n'est examiné par le tribunal qu'en avril 1946. Tout en cherchant à diminuer ses responsabilités dans les crimes du régime, il ne renonce pas à la *Weltanschauung* nazie. Kaltenbrunner écrit ainsi le 24 juin 1946 à son avocat, le D^r Kurt Kauffmann (avec lequel il ne s'entend pas)⁸⁷ : « La pensée raciale, le système du Führer, le parti unique, la SS, la vision du monde sous-tendant l'État, etc. que nous ont transmis les siècles survivront à Hitler et à son Reich⁸⁸. » Et plus loin : « Une chose est sûre : la vision du monde de Hitler n'a pas été contredite par une autre meilleure vision du monde ou même vaincue par une telle [autre vision], mais la position politique de Hitler a été dépassée par une combinaison de pouvoirs supérieure au plan matériel⁸⁹. » Cette lettre montre que la fidélité de Kaltenbrunner au Führer a duré jusqu'au bout : elle permet de remettre en perspective les rapports secrets de 1944, dans lesquels Kaltenbrunner érigeait la fidélité intérieure du combattant politique national-socialiste en valeur suprême. Cette représentation est incarnée dans une trajectoire parfaitement conforme au projet nazi, y compris après la défaite militaire du Reich et la mort de Hitler.

NOTES

1. Peter Black, *Ernst Kaltenbrunner. Ideological Soldier of the Third Reich*, Princeton N. J., Princeton University Press, 1984.
2. Peter Black, *Ernst Kaltenbrunner : Vassal Himmlers. Eine SS-Karriere*, Paderborn, Schöningh, 1991.
3. Citons notamment : Ian Kershaw, *Hitler*, Londres/New York, Penguin Press, 1998, trad. française en 2 volumes par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, Flammarion, 1999-2000, réédition en un volume en 2008 ; Richard Breitman, *Himmler et la Solution finale. L'architecte du génocide* (1991), traduction française par Claire Darmon, Paris, Calmann-Lévy, 2009 ; Édouard Husson, *Heydrich et la solution finale*, avec une préface de Ian Kershaw, Paris, Perrin, 2008 ; Peter Longerich, *Goebbels* (2010), traduction française par Raymond Clarinard, Paris, Héloïse d'Ormesson, 2013 ; François Kersaudy, *Hermann Goering*, Paris, Perrin, 2009 ; Nicolas Patin, *Krüger. Un bourreau ordinaire*, Paris, Fayard, 2017.
4. Pour une synthèse récente de ce courant de recherche : Laura Fontana, « La recherche en langue allemande sur les exécuteurs du crime. Évolution, résultats et limites de la Täterforschung », *Revue d'histoire de la Shoah*, 2017/1, n° 206, p. 287-318.
5. Jens Banach, *Heydrichs Elite. Das Führerkorps der Sicherheitspolizei und des SD 1936-1945*, Paderborn, Schöningh, 1998 ; Gerhard Hirschfeld, Tobias Jersak (dir.), *Karrieren im National-Sozialismus. Funktionsebenen zwischen Mitwirkung und Distanz*, Francfort-sur-le-Main/New York, Campus Verlag, 2004.
6. Martin Broszat, *Der Staat Hitlers* (1969), Munich, DTV, 8^e édition de 1979. Kaltenbrunner est évoqué page 422.
7. Ian Kershaw, *The End: the Defiance and Destruction of Hitler's Germany, 1944-1945*, New York, Penguin Press, 2011. Traduction en français par Pierre-Emmanuel Dauzat : *La Fin. Allemagne 1944-1945*, Paris, Le Seuil, 2012.
8. Pour une présentation illustrée de ce complexe : *Topography of Terror. Gestapo, SS and Reich Security Main Office on Wilhelm-and Prinz-Albrecht-Strasse. A documentation*, Berlin, Stiftung Topographie des Terrors, 2008.
9. Robert Gellately (dir.), *The Nuremberg Interviews conducted by Leon Goldensohn*, New York, Alfred Knopf, 2004. En particulier les interviews de : Göring p. 101 : « *The damned court - the stupidity. Why don't they let me take the blame and dismiss these little fellows - Funk, Fritzsche, Kaltenbrunner ? I never heard of most of them until I came to this prison !* » (15.3.1946) ; Julius Streicher p. 261 : « *I never knew Kaltenbrunner until I met him here, but I think that Hitler gave his order about the exterminations directly to Himmler* » (15.6.1946).
10. *Ibidem*, p. 418. Schellenberg : « *"Was Kaltenbrunner then, in your opinion, worse than Himmler ?"* "Yes. Especially during the last phase of the war. Kaltenbrunner had more influence with Hitler" » (12.3.1946).
11. *Ibidem*, p. 139 : Goldensohn écrit à propos de Kaltenbrunner : « *(...) it seemed to me that he was striving to give the impression that he was not the ferocious police chief and successor of Himmler hat he had been reputed to be in the press* » (22.3.1946).
12. Tuwiah Friedman, *SS-Obergruppenführer Ernst Kaltenbrunner. Chef des Reichssicherheits-Hauptamts RSHA in Berlin 1943-1945. Eine dokumentarische Sammlung von SS-Dokumenten*, Haifa, Institute of Documentation in Israël for the Investigation of Nazi Crimes, 1995, numéro de page non indiqué.
13. *Ibidem*.
14. David Cesarani, *Eichmann : His Life and Crimes*, Londres, Heinemann, 2004 ; du même auteur, « Adolf Eichmann, la carrière d'un nazi », *Revue d'histoire de la Shoah*, 2015/2, n° 203, p. 301-326.

15. Matthias Gafke, *Heydrichs „Ostmärker“. Das österreichische Führungskorps. Das österreichische Führungspersonal von Sicherheitspolizei und SD*, Darmstadt, WBG, 2015.
16. Sur l'analyse des années viennoises de Hitler, voir Brigitte Hamann, *La Vienne d'Hitler. Les années d'apprentissage d'un dictateur*, Paris, Éditions des Syrthes, 2001 pour la traduction française par Jean-Marie Argeles.
17. Sur ce point, voir Thomas Weber, *Hitler's First War : Adolf Hitler, the Men of the List Regiment and the First World War*, Oxford, Oxford University Press, 2010, en particulier p. 346. Ouvrage traduit en français par Michel Bessières : *La première guerre de Hitler*, Paris, Perrin, 2012.
18. La bibliographie étant très volumineuse, on se limite ici à quelques titres en français : Steven Beller, *Vienne et les Juifs 1867-1938*, Paris, Nathan, 1991 pour la traduction française par D. Alibert-Kouraguine ; Jacques Le Rider, *Les juifs viennois à la Belle époque*, Paris, Albin Michel, 2012 ; Daniel Tollet, Gérald Stieg (dir.), *Antijudaïsme et antisémitisme en Autriche du XVII^e au XX^e siècle*, Mont-Saint-Aignan, Publications de l'Université de Rouen, 2004.
19. Robert Gellately (dir.), *The Nuremberg Interviews conducted by Leon Goldensohn*, op. cit., interview de Schirach p. 246 : « Kaltenbrunner said that the Western Nazis were less radical, but my opinion is that the Nazis of Austria were more radical » (16.6.1946). Sur Schirach à Vienne, on peut se reporter à la brève notice du site : https://www.geschichtewiki.wien.gv.at/Baldur_von_Schirach (consulté le 10 mars 2019).
20. Hans Safrian, *Eichmann's Men* (1993), pour la traduction en anglais par Ute Stargardt, New York, Cambridge University Press, 2010.
21. Claudia Steur, « Eichmanns Emissare. Die "Judenberater" in Hitlers Europa », dans Gerhard Paul, Klaus-Michael Mallmann (dir.), *Die Gestapo im Zweiten Weltkrieg. "Heimatfront" und besetztes Europa*, Darmstadt, WBG, 2000, p. 403-436.
22. Wolf Gruner, Jörg Osterloh, « La persécution national-socialiste des Juifs dans les territoires annexés, 1935-1945 », article traduit par Olivier Mannoni, *Revue d'histoire de la Shoah*, 2018/2, n° 209, p. 401-430.
23. Nous utilisons ici la version publiée par Hans-Adolf Jacobsen (dir.), « *Spiegelbild einer Verschwörung* ». *Die Opposition gegen Hitler und der Staatsstreich vom 20. Juli 1944 in der SD-Berichterstattung: Geheime Dokumente aus dem ehemaligen Reichssicherheitshauptamt*, 2 vol., Stuttgart, Seewald Verlag, 1984.
24. Friedrich Wilhelm, *Die Polizei im NS-Staat. Geschichte ihrer Organisation im Überblick*, Paderborn, Schöningh, 1997, en particulier le chapitre VIII-1 : « Die Gestapo und der 20. Juli 1944 », p. 185-188.
25. Peter Longerich, « *Nous ne savions pas* ». *Les Allemands et la solution finale 1933-1945*, traduit en français par Raymond Clarinard, Paris, Héloïse d'Ormesson, 2008.
26. Une bibliographie en français sur la résistance allemande à Hitler est disponible. Nous renvoyons simplement ici aux synthèses de Gilbert Merlio, *Les résistances allemandes à Hitler*, Paris, Tallandier, 2001 ; Gilbert Badia, *Ces Allemands qui ont affronté Hitler*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2000 ; Joachim C. Fest, *La résistance allemande à Hitler*, trad. de l'allemand par Olivier Mannoni, Paris, Perrin, 2008.
27. George C. Browder, *Hitler's Enforcers. The Gestapo and the SS Security Service in the Nazi Revolution*, New York/Oxford, Oxford University Press, 1996.
28. Bundesarchiv Berlin. R / 9361 / III / 534216 : p. 112. « Il dirige avec le meilleur succès tout l'appareil de renseignement du SD et la lutte contre le sabotage idéologique et national et contre les groupes de bandits dans toute l'Europe » (« *Er leitet mit bestem Erfolg den ganzen Nachrichtenapparat des SD und die Bekämpfung der weltanschaulichen und nationalen Sabotage und Banditengruppe in ganz Europa* ») (4.10.1943). Toutes les traductions en français des documents d'archives sont de l'auteur de l'article.

29. Wolfram Wette, *The Wehrmacht : History, Myth, Reality*, traduction en anglais par Deborah Lucas Schneider, Cambridge, Harvard University Press, 2007. Traduit en français par Olivier Mannoni : *Les crimes de la Wehrmacht*, Paris, Perrin, 2009
30. Bernd Wegner, *Hitlers politische Soldaten. Die Waffen-SS 1933-1945. Studien zu Leitbild, Struktur und Funktion einer nationalsozialistischen Elite*, Paderborn, Schöningh, 1982, 2^e édition en 1983, p. 316.
31. *Ibidem*, p. 140.
32. *Ibidem*, p. 203. Voir aussi David Gallo, « La politique de formation idéologique de la SS (1933-1945). Une étude sur la transmission de la normativité nazie », *Revue historique*, 2015/4, 676, p. 875-898.
33. Hans-Adolf Jacobsen (dir.), « *Spiegelbild einer Verschwörung* », *op. cit.*, p. 2.
34. *Ibidem*, p. 5.
35. Texte allemand : « *Mit der Person des Führers verbinden sehr zahlreiche Volksgenossen geradezu mythische, religiöse Vorstellungen* » (Jacobsen, p. 5).
36. Texte allemand : « *[...] die starke Hand, die auch in der Wehrmacht 'Ordnung schaffen' werde* » (Jacobsen, p. 5).
37. David Gallo, « La politique de formation idéologique de la SS (1933-1945). Une étude sur la transmission de la normativité nazie », *art. cit.*
38. Hans-Adolf Jacobsen (dir.), « *Spiegelbild einer Verschwörung* », *op. cit.*, p. 6.
39. Texte allemand : « *Der deutsche Offizier war der Inbegriff von Treue und Gehorsam* » (Jacobsen, p. 6).
40. Texte allemand : « *Das ganze Volk habe seinem Abscheu Ausdruck gegeben* » (Jacobsen, p. 6).
41. Texte allemand : « *[...] einer der treuesten Kämpfer des Führers* » (Jacobsen, p. 6).
42. Hans-Adolf Jacobsen (dir.), « *Spiegelbild einer Verschwörung* », *op. cit.*, p. 11.
43. Texte allemand : « *[...] eine verallgemeinerte Missstimmung gegen das Offizierskorps* » (Jacobsen, p. 11).
44. Texte allemand : « *[...] den zuverlässigen und einsatzfreudigen Offizieren* » (Jacobsen, p. 11).
45. Hans-Adolf Jacobsen (dir.), « *Spiegelbild einer Verschwörung* », *op. cit.*, p. 485-487.
46. Texte allemand : « *[...] eine Art Hilfskonstruktion, die die Behauptung der unpolitischen Stellung der Wehrmacht im Staat begründen und unterstützen soll* » (Jacobsen, p. 485-487).
47. Le texte allemand : « *Diese Treue hat aber nicht das geringste mit einer inneren Bindung zu tun, sondern ist lediglich als eine rein äußerlich genommene Pflichttreue zu verstehen, d. h. er kommt morgens pünktlich zum Dienst, erledigt seine Dienstgeschäfte und hält die Verwaltungsvorschriften ein. Diese äußerliche Treuebindung hindert ihn jedoch nicht, sondern veranlaßt ihn geradezu, gegen den Staat zu konspirieren* » (Jacobsen, p. 485-487).
48. Hans-Adolf Jacobsen (dir.), « *Spiegelbild einer Verschwörung* », *op. cit.*, p. 525-529.
49. Sur la place spécifique de l'armée en Prusse, voir Jörg Echternkamp, Stefan Martens (dir.), *Militär in Deutschland und Frankreich 1870-2010: Vergleich, Verflechtung und Wahrnehmung*, Paderborn, Schöningh, 2012.
50. Texte allemand : « *[...] die Machtansprüche der neuen politisch-soldatischen Organisation* » (Jacobsen, p. 525-529).
51. Bundesarchiv Koblenz. Nachlass Gerhard Ritter N 1166 : circulaire de Kaltenbrunner du 24.10.1944 à tous les chefs de la SS et de la police et aux commandants et inspecteurs de la Sipo et du SD (pages non numérotées).
52. Texte allemand : « *Die Folge dieser 'unpolitischen' Haltung der Soldaten ist es, dass sich ein bestimmter Teil des Offizierskorps in keiner Weise dem nationalsozialistischen Reich und dem Führer innerlich verpflichtet fühlt. Man hat den Eid geleistet, wie man in der Republik auf die Verfassung geschworen hat, weil es einmal so sein muss, um Offizier zu werden und bleiben zu können. Man hat offenbar keinerlei Hemmung, einen neuen Eid zu schören, wenn das Regime sich ändert* » (circulaire de Kaltenbrunner du 24.10.1944).

53. Texte allemand : « *Sie haben an die Pflicht zu einer angeblichen politischen Neutralität geglaubt und einen Begriff der Ehre, der Treue, der Kameradschaft gepflegt, der ohne Bezug auf Führer und Volk war. Der Befehl des militärischen Vorgesetzten schaltete jede Überlegung aus, auch wenn er über das Militärische hinaus Gehorsam forderte. Die Treue zum Kameraden stand höher als die Verantwortung vor dem Geschick des Volkes, das ihm gegebene Wort über dem Eid auf den Führer: die falsche Ehre, es zu halten, gestattete schlimmsten Verrat* » (circulaire de Kaltenbrunner du 24.10.1944).
54. Patrice Arnaud, Fabien Théofilakis (dir.), *Gestapo & polices allemandes. France, Europe de l'Ouest, 1939-1945*, Paris, CNRS Éditions, 2017. L'équilibre interne du RSHA aurait été modifié à la suite de la nomination de Kaltenbrunner en janvier 1943, le bureau IV assoyant une emprise croissante sur tout l'appareil : voir p. 38.
55. Thorsten Loch, « Frontkämpfer – rassischer Kämpfer – Nichtkämpfer. Überlegungen zum Bild des deutschen Soldaten im 20. Jahrhundert », dans Jörg Echternkamp, Stefan Martens (dir.), *Militär in Deutschland und Frankreich, 1870-2010*, op. cit., p. 91-108.
56. Sur l'héritage de la Première Guerre mondiale pour les nazis, voir Gerd Krumeich (dir.), *Nationalsozialismus und Erster Weltkrieg*, Essen, Klartext, 2010.
57. Matthias Gafke, Heydrichs „Ostmärker“ ..., op. cit. Sur Kaltenbrunner : notice biographique p. 286 et p. 225-248.
58. *Ibidem*, p. 261-266.
59. Michael Wildt, *Generation des Unbedingten. Das Führerkorps des Reichssicherheitshauptamts*, Hambourg, Hamburger Edition, 2002.
60. Matthias Gafke, Heydrichs „Ostmärker“ ..., op. cit., p. 265.
61. Peter Black, « Ernst Kaltenbrunner. Chef des RSHA », dans Ronald Semser, Rainer Zitelmann (dir.), *Die Braune Elite, I, 22 biographische Skizzen* (1989), rééd. 1994, p. 159-172.
62. Christian Hartmann, Thomas Vordermayer, Othmar Plöckinger, Roman Töppel (dir.), *Hitler. Mein Kampf: eine kritische Edition*, im Auftrag des Instituts für Zeitgeschichte (IfZ) München – Berlin, vol. 1, Munich, Berlin, IfZ, 2016.
63. Matthias Gafke, Heydrichs „Ostmärker“ ..., op. cit., p. 232.
64. *Ibidem*.
65. Peter Black, « Ernst Kaltenbrunner. Chef des RSHA », art. cit.
66. Ernst Bruckmüller, *Histoire sociale de l'Autriche* (2001) Paris, Éditions de la MSH, 2003 pour la traduction française par Olivier Mannoni.
67. Sur les résultats électoraux du parti nazi autrichien et sa sociologie électorale, Dirk Hänisch, *Die österreichischen NSDAP-Wähler*, Vienne, Böhlau, 1998.
68. Staatsarchiv, Vienne, Archiv der Republik, ZNsZ GA 15548 Ernst Kaltenbrunner : document 18 : *Personal-Fragebogen zum Antragschein und Ausstellung einer vorläufigen Mitgliedskarte und zur Feststellung der Mitgliedschaft im Lande Österreichs* (mai 1938).
69. Texte allemand : « *Antragsteller entspricht in jeder Weise den Aufnahmebedingungen. Verhalten während der Verbotszeit hervorragend. Der alten Nummer würdig* » (Personal-Fragebogen, mai 1938).
70. Pour une synthèse sur l'essor et la transformation du parti nazi autrichien de 1926 à 1945, Gerhard Jagschitz, « Von der 'Bewegung' zum Apparat. Zur Phänomenologie der NSDAP 1938 bis 1945 », dans *NS-Herrschaft in Österreich. Ein Handbuch*, Vienne, öbv u. hpt Verlagsgesellschaft, 2000, p. 487-516.
71. Fritz Mayrhofer, Walter Schuster (dir.), *Nationalsozialismus in Linz*, 2 vol., Linz, Archiv der Stadt Linz, 2002. En particulier Thomas Dostal, « Das 'braune Netzwerk' in Linz. Die illegalen nationalsozialistischen Aktivitäten zwischen 1933 und 1938 », p. 21-136.
72. Sur la SA autrichienne, Michael E. Holzmann, *Die österreichische SA und ihre Illusion von « Großdeutschland »*, vol. 1, Berlin, Pro Business, 2011.
73. Thomas Dostal, « Das 'braune Netzwerk' in Linz. Die illegalen nationalsozialistischen Aktivitäten zwischen 1933 und 1938 », art. cit., p. 31-32.
74. *Ibidem*, p. 108.

75. *Ibidem*, p. 88-89.
76. Christiane Rothländer, *Die Anfänge der Wiener SS*, Vienne, Böhlau, 2012.
77. Thomas Dostal, « Das ‚braune Netzwerk‘ in Linz. Die illegalen nationalsozialistischen Aktivitäten zwischen 1933 und 1938 », art. cit., p. 108.
78. George C. Browder, *Hitler's Enforcers*, op. cit.
79. Matthias Gafke, *Heydrichs „Ostmärker“* ..., op. cit., p. 235.
80. Pour le texte en allemand de cette loi, on peut consulter le site de publication de sources sur le nazisme en Autriche : http://ns-quellen.at/gesetz_anzeigen_detail.php?gesetz_id=38510&action=B_Read (consulté le 4 mars 2019).
81. Tuwiah Friedman, *SS-Oberführer Fitzthum Polizeipräsident in Wien 1938-1940, der das Vermögen der Juden Österreichs an seine illegalen SS-Leute verteilte. Eine dokumentarische Sammlung von SS-Dokumenten*, Haifa, Institute of Documentation in Israel for the Investigation of War Crimes, 1995.
82. Texte allemand : « Mir ist jedenfalls lieber, ich habe eine allgemeine SS zu führen, deren einzelne Männer mit Vertrauen und Hochachtung auf ihre Führer blicken, als eine Reihe satter und mit ihren Gütern zufriedener Wiener, die uns doch über kurz und lang auch in ihren neuen Berufen mangels jeder Fachkenntnis Schaden machen werden » (lettre de Kaltenbrunner à Fitzthum, 6.9.1939).
83. Matthias Gafke, *Heydrichs „Ostmärker“* ..., op. cit., p. 236.
84. *Ibidem*, p. 7.
85. Texte allemand : « Ich kenne ihn und wir kennen uns seit der Zeit, als er aus der Zahl der unbekannten Nationalsozialisten in der Ostmark sich als Führer der illegalen SS herausschälte. Es ist immer eine gute Schule für einen Reichsführer-SS und für einen Hauptamtschef der SS, besonders aber für einen Chef des RSHA, wenn er lange genug illegal war. Ich glaube, Kaltenbrunner, dass diese Zeit, wo Sie in der Ostmark wirklich erprobt wurden, erprobt in Ihrem Stehvermögen, in Ihrer Art und Ihrer Kraft, Ihre beste Lebensschule und – damals unbewusst –, die beste Vorbereitung für Ihre neue Aufgabe war, die Sie jetzt übernehmen » (discours de Himmler le 30 janvier 1943).
86. Il existe des chefs nazis régionaux proches par l'origine et la socialisation de Kaltenbrunner, comme par exemple le juriste Tobias Portschy (1905-1996), Gauleiter illégal du Burgenland de 1935 à 1938 pour lequel on dispose d'une biographie : Ursula Mindler, *Tobias Portschy. Biographie eines Nationalsozialisten. Die Jahre bis 1945*, Eisenstadt, Amt der Burgenländischen Landesregierung, 2006.
87. Bundesarchiv Koblenz, Nachlass Ernst von Weizsäcker N 1273 / 59, p. 27-37 : Lettre de Kaltenbrunner à Kauffmann le 24.6.1946.
88. Texte allemand : « Der Rassengedanke, das Führersystem, die Einheitspartei, die SS, staatstragende Weltanschauung usw. sind von uns aus Jahrhunderten überkommen vorgefunden worden und werden daher Hitler und sein Reich überleben » (lettre de Kaltenbrunner à Kauffmann, 24.6.1946).
89. Texte allemand : « Sicher ist: Hitlers Weltanschauung wurde nicht widerlegt von einer anderen besseren Weltanschauung oder gar besiegt von einer solchen, sondern von einer materiell überlegenen Mächtekombination wurde die politische Position Hitlers überwunden » (lettre de Kaltenbrunner à Kauffmann, 24.6.1946).

RÉSUMÉS

L'article analyse la conception du serment de fidélité du nazi autrichien Ernst Kaltenbrunner (1903-1946), qui fut le successeur de Heydrich à la tête du Reichssicherheitshauptamt à partir du

30 janvier 1943. Ce haut dignitaire du régime, condamné à mort en 1946 lors du procès de Nuremberg, est moins étudié que d'autres criminels nazis. L'article examine dans un premier temps la manière dont Kaltenbrunner érige le serment de fidélité au Führer en valeur suprême du combattant nazi, dans ses rapports secrets consacrés à l'enquête de police diligentée après l'attentat manqué contre Hitler du 20 juillet 1944. Dans un second temps, l'article revient sur la trajectoire en amont de Kaltenbrunner au sein du parti nazi autrichien, notamment durant la période « illégale » où celui-ci fut interdit entre le 19 juin 1933 et l'Anschluss du 12 mars 1938. C'est au cours de cette période clef que fut éprouvée la fidélité des militants nazis autrichiens, qui furent par la suite récompensés par Hitler.

This article examines the manner in which the Austrian Nazi Ernst Kaltenbrunner (1903-1946) – from January 30th, 1943, Heydrich's successor as head of the Reichssicherheitshauptamt – conceived of the loyalty oath. Sentenced to death in 1946 during the Nuremberg trial, this high-ranking regime official has received less study than other Nazi criminals. The article begins by examining how Kaltenbrunner presented the oath of loyalty to the Führer as the supreme value of the Nazi combatant in the secret reports he submitted as part of the police investigation launched following the failed attack against Hitler on July 20th, 1944. The article then revisits Kaltenbrunner's earlier trajectory in the Austrian Nazi Party, particularly during the "illegal" period when the party was banned (19 June 1933 to the Anschluss of 12 March 1938). It was over the course of this key period that the loyalty of Austrian Nazi activists was tested, a loyalty for which they would later be rewarded by Hitler.

INDEX

Mots-clés : Kaltenbrunner (Ernst), Reichssicherheitshauptamt, serment, fidélité, Autriche, parti nazi

Keywords : Kaltenbrunner (Ernst), Reichssicherheitshauptamt, oath, fidelity, Austria, Nazi Party

AUTEUR

MARIE-BÉNÉDICTE VINCENT

Marie-Bénédicte Vincent est maître de conférences en histoire contemporaine à l'École normale supérieure (Paris). Chercheuse à l'Institut d'histoire moderne et contemporaine (IHMC), ses travaux récents portent sur l'histoire de la dénazification en Allemagne après 1945. Elle a notamment co-dirigé en 2019 : Marc Bergère, Jonas Campion, Emmanuel Droit, Dominik Rigoll, Marie-Bénédicte Vincent (dir.), *Pour une histoire connectée et transnationale des épurations en Europe après 1945* (Bruxelles, Peter Lang, 2019) ; Corine Defrance, Sébastien Chauffour, Stefan Martens, Marie-Bénédicte Vincent (dir.), *La France et la dénazification de l'Allemagne après 1945* (Bruxelles, Peter Lang, 2019).